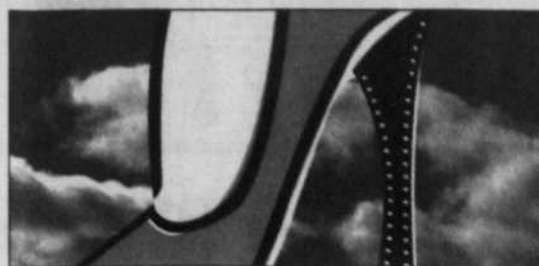




égociation des
ventions collec



LE DEVOIR

Santé: Martin dégonfle les attentes

Le premier ministre ne s'attend plus à pouvoir ficeler un plan de réforme dès septembre

MANON CORNELLIER

Ottawa — Paul Martin ne s'attend plus à ce que la conférence des premiers ministres sur la santé se termine, comme promis, par l'adoption d'un plan de réformes sur dix ans capable de sauver le système de santé «pour une génération».

Le premier ministre et son ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, ont tous deux reconnu hier que la rencontre de la mi-septembre pourrait ne pas suffire

pour atteindre leur but. «Cela peut peut-être être réalisé en une seule réunion ou à la suite d'une série de rencontres, mais notre objectif est et demeure de remettre sur pied le système de santé pour une génération. [...] J'espère qu'on fera beaucoup de progrès à la première, mais le fait est que c'est la priorité numéro un des Canadiens et s'il faut une, deux ou trois réunions, on fera ce qu'il faudra», a dit M. Martin à la sortie de la réunion de fin d'été de son caucus.

Le ministre Dosanjh n'a pas caché pour sa part

qu'il s'attend à la tenue de plusieurs réunions. «On ne devrait pas toujours penser qu'une rencontre puisse suffire pour en arriver à un accord complet sur un ensemble de réformes. On doit tous le comprendre, cela pourrait prendre plus d'une rencontre», a-t-il dit.

Durant la campagne électorale, M. Martin avait mis la barre beaucoup plus haut. «J'ai parlé de mon intention de rencontrer les premiers ministres cet été, pas seulement le temps d'un repas ou d'un week-end mais tout le temps qui sera nécessaire pour parvenir à

une entente sur la réforme de notre système de soins de santé», avait-il dit le 25 mai, au moment de rendre publique sa politique de santé. Quelques jours auparavant, il avait confié à la Presse canadienne que son gouvernement allait «régler la question des soins de santé pour une génération», une promesse qu'il a maintes fois répétée par la suite.

Dans l'entourage du premier ministre, on refuse

VOIR PAGE A 8: SANTÉ

Québec compte dégeler les frais de scolarité des étudiants étrangers

Une décision qui bafoue complètement les avis de deux organismes-conseils

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après avoir assailli le régime de prêts et bourses pour offrir 100 millions de plus aux universités, Québec souhaite maintenant dégeler les droits de scolarité exigés des étudiants étrangers, comme l'a appris *Le Devoir*.

Ce faisant, le ministère de l'Éducation (MEQ) bafoue les positions de deux organismes qui le conseillent dans sa marche à suivre: l'opinion de la Commission de l'éducation, qui a récemment mené des consultations sur le financement des universités, et l'avis du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, rendu public hier.

Les deux groupes ont recommandé un meilleur encadrement des politiques entourant les frais de scolarité imposés aux étudiants étrangers (fixés à 10 000 \$ par année en moyenne, contre 1668 \$ pour les Québécois et 4000 \$ pour les Canadiens) dans le but de «mieux les soutenir», ce qui va à l'encontre d'une déréglementation complète.

Selon nos informations, il s'agit en fait d'une des priorités d'action du gouvernement dans sa démarche de redressement des finances publiques, comme l'indique le *Tableau de bord des priorités gouvernementales*.

Comme le stipule ce document, publié au début du mois par le Secrétariat aux priorités et aux projets stratégiques, le MEQ est chargé de mettre en œuvre «plusieurs pistes d'action», dont la «déréglementation des frais de scolarité pour les étudiants étrangers». Cette action s'inscrit dans les «suites à donner à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités», qui a eu lieu de février à avril 2004.

VOIR PAGE A 8: ÉTUDIANTS

Le carmel sera converti en condos

L'acte de vente est sur le point d'être signé entre la congrégation et le promoteur immobilier

STÉPHANE BAILLARGEON

Il y aura des condos au monastère. La vente du carmel de Montréal est sur le point de se conclure. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, les négociations sont pratiquement terminées et l'acte de vente sera signé «très bientôt» entre la congrégation religieuse et le promoteur immobilier, le Groupe Prével, qui veut développer des habitations sur le site.

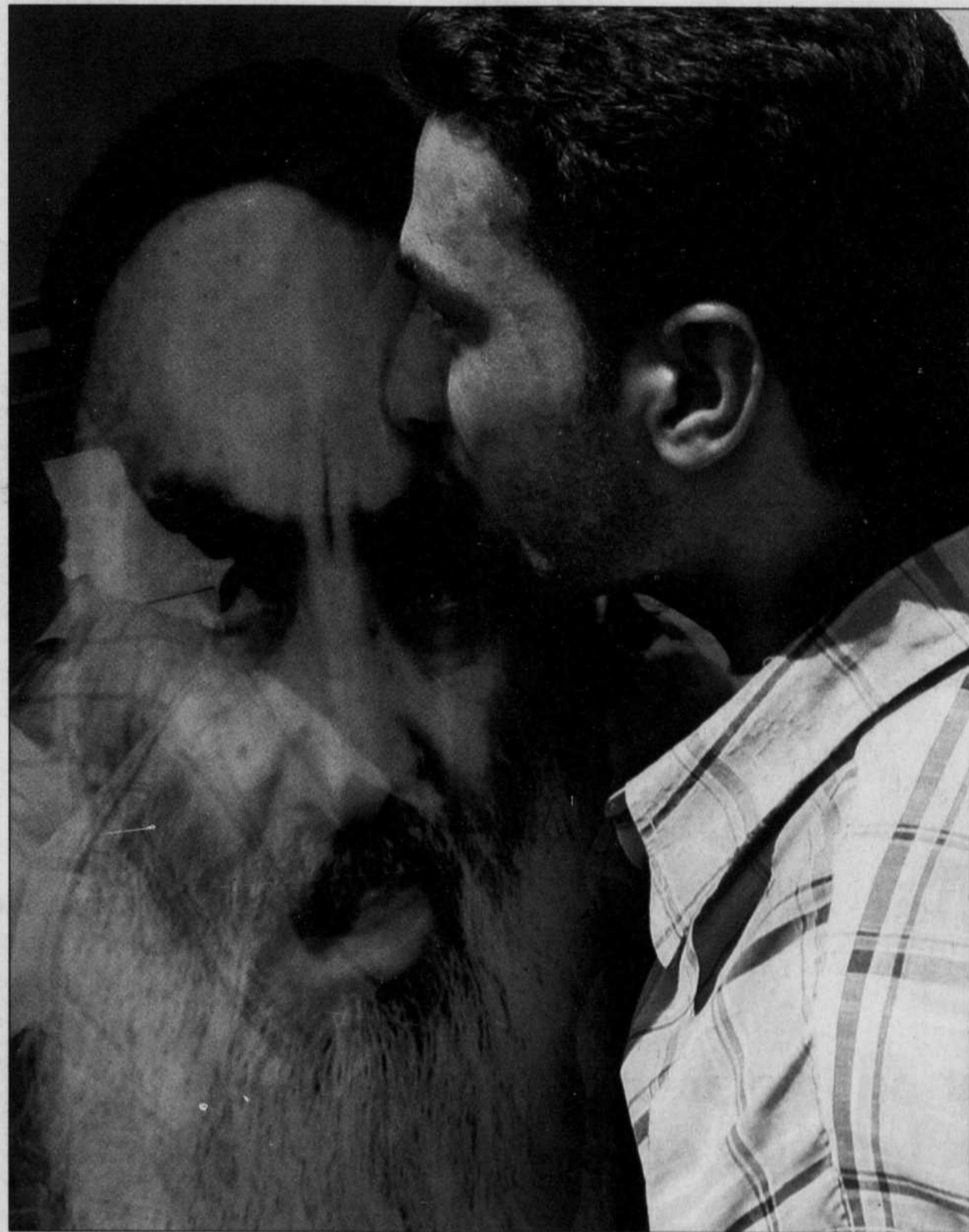
Une source très bien informée du milieu patrimonial a affirmé en entrevue que la vente est «pratiquement conclue» et qu'il ne reste plus aux deux parties qu'à «passer chez le notaire». Si tout se déroule comme prévu pour le vendeur et l'acheteur, les travaux de construction pourraient débuter d'ici le printemps prochain.

VOIR PAGE A 8: CARMEL

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 6	Météo.....	B 6
Culture.....	B 8	Monde.....	A 5
Décès.....	B 4	Mots croisés..	B 6
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Le grand ayatollah Sistani marche sur Najaf



ATEF HASSAN REUTERS

FIGURE EMBLÉMATIQUE des chiites irakiens, le grand ayatollah Ali Sistani, 73 ans, est rentré hier dans son pays pour tenter de mettre un terme aux combats dans la ville sainte de Najaf. Il se trouvait à Londres pour des raisons médicales depuis le 6 août, un jour après le début des combats à Najaf. Le dignitaire chiite, dont un Irakien embrasse ici le portrait, a reçu un accueil triomphal à son arrivée à Bassora, dans le sud du pays. Il doit prendre la tête aujourd'hui d'une marche nationale sur Najaf, où les miliciens de Moqtada Sadr se trouvent dans une position désespérée, pris en tenaille par les soldats américains autour du mausolée d'Ali. Nos informations en page A 5.

HORS-JEU

Médaille d'art

Un bon jour que vous n'aurez rien de particulier à faire et que ça ne vous tentera

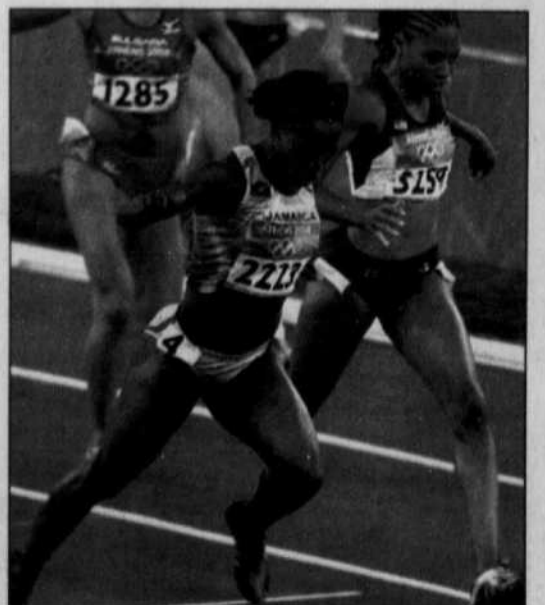
pas d'aller vous exprimer corporellement dans un dancing à la mode, livrez-vous à un exercice désopilant. Habillez-vous en nageuse synchronisée, grimez-vous comme une nageuse synchronisée, sortez sur le trottoir, marchez comme une nageuse synchronisée qui se dirige vers le douze pieds et calculez le temps écoulé avant que le fourgon cellulaire ne vienne vous embarquer.

J'ai essayé: 33 secondes et 85 centièmes. La marque est impressionnante, mais elle n'est pas imbattable, surtout si en plus vous criez: «THG! THG fraîche! Qui n'a pas sa THG?»

De même, si quelqu'un vous intimide, votre géant de banque à qui vous n'osez demander un prêt pour pouvoir réaliser votre rêve de devenir barreur d'aviron à temps complet, par exemple, ou votre employée de dépanneur à qui vous êtes incapable de dire non lorsqu'elle vous demande si vous voulez un gratteur avec ça, imaginez-le/la en nageuse synchronisée. C'est excellent pour le mental et la foi en ses propres capacités de se dépasser soi-même.

Et dire qu'à la télé ils nous montrent tout ça, d'un bout à l'autre, alors que nous n'avons toujours pas vu de handball ni de hockey sur gazon.

VOIR PAGE B 5: MÉDAILLE



JERRY LAMPEN REUTERS

La Jamaïcaine Veronica Campbell, médaillée d'or du 200 m hier en 22,05 s. La participation des femmes aux JO ne cesse de croître. Pour la première fois, à Athènes, les 40 % sont dépassés.

■ Toutes nos informations sur les Jeux en pages B 5 et B 6

ACTUALITÉS

RADIO

SUITE DE LA PAGE 1

Grâce à cette radio sur Internet, le Parti québécois pourrait faire valoir ses idées «sans filtre» et offrir une analyse de l'actualité «sans censure». «Le mouvement souverainiste souffre toujours du filtre de la presse dominante, toujours aussi hostile et de plus en plus concentrée entre les mains d'intérêts réfractaires à la création du pays du Québec», souligne le document explicatif du projet. Cette nouvelle radio permettrait de «convaincre la population de la justesse de l'option du Parti québécois».

Cette radio offrirait une programmation «ouverte-souverainiste», avec six bulletins de nouvelles quotidiens et des émissions d'affaires publiques sur le mouvement souverainiste ou encore le nationalisme à l'étranger. Les leaders souverainistes pourraient également utiliser ce moyen de communication pour rejoindre les militants. Le contenu musical représenterait 80 % de la programmation. La radio diffuserait des pièces d'artistes engagés et de la relève.

Les locaux de la station se trouveraient à Montréal. Une petite équipe de direction composée de cinq personnes gèrerait la station et des journalistes pigistes fourniraient le contenu. Pascal Bérubé estime que ces journalistes pourraient même former une «petite agence de presse souverainiste». Une campagne de financement devrait être lancée sous peu pour couvrir les coûts du projet, évalués à environ 50 000 \$.

Pascal Bérubé fait valoir qu'une radio sur Internet constitue un «média idéal», puisqu'elle est «flexible et peu dispendieuse». Elle permet en plus de contourner la réglementation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, a ajouté M. Bérubé. «On part des erreurs que Le Jour a faites dans les années 70. Essentiellement, c'était trop lourd. Une radio sur Internet, c'est universel, simple et efficace», a lancé Pascal Bérubé.

Ce projet fera l'objet de discussions au conseil national du Parti québécois, qui aura lieu les 27, 28 et 29 août prochains à Québec.

Le Devoir

EN BREF

Une collision fait trois morts à Coteau-du-Lac

Une collision entre un train de passagers et une automobile a fait trois morts, hier à Coteau-du-Lac, en Montérégie. La collision s'est produite vers 15h 45 sur le chemin Delisle nord, à Coteau-du-Lac. Les trois victimes se trouvaient à bord de l'automobile. Il s'agit d'un couple de septuagénaires de Coteau-du-Lac et d'une femme d'une cinquantaine d'années. — PC

Une Cubaine s'expédie à Miami par DHL

Miami — Une Cubaine d'une vingtaine d'années voyageant dans une caisse est arrivée saine et sauve à l'aéroport international de Miami. La femme, apparemment avec l'aide d'autres personnes, a procédé à sa propre expédition en direction des États-Unis au départ de Nassau, aux Bahamas. Des employés de DHL, une société internationale de fret, ont découvert la jeune femme dans une caisse de la taille d'une petite armoire de rangement. La façon dont la jeune femme a réussi à passer de Cuba aux Bahamas n'a pas été éclaircie. Les États-Unis ont pour règle d'accorder l'asile politique aux Cubains réussissant à poser le pied sur le sol américain et de renvoyer chez eux ceux capturés en mer. — AP

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les avis de décès (Le Mémoriel)

Au téléphone (514) 525-1149
Par courriel info@lememorial.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 990, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0884. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

de faire des conjectures sur les résultats de la rencontre de septembre, mais on confirme en quelque sorte les attentes maintenant plus modérées du premier ministre. «Pour en arriver à un plan sur 10 ans capable de durer une génération, il faut plus qu'une rencontre, plus que trois jours de réunion, mais nous espérons qu'avec tout le travail fait par les différents gouvernements, nous pourrions jeter des fondations très claires pour ce plan sur 10 ans», de confier au Devoir un des plus proches conseillers de M. Martin.

La conférence des premiers ministres aura lieu à Ottawa mais sera d'une durée limitée, soit du 13 au 15 septembre, et se déroulera entièrement sous le feu des caméras. Selon un ministre bien au fait du dossier, le gouvernement fédéral souhaite toujours que cette conférence aboutisse à des résultats concrets sur les points les plus cruciaux, dont les questions financières. De l'avis du conseiller de M. Martin, «il y a quelques rouages importants pour assurer la viabilité d'un système de santé public. Il faut une hausse du financement fédéral aux provinces mais aussi s'attaquer aux facteurs de changement, comme les temps d'attente».

Le plan libéral mis en avant pendant la campagne électorale et qu'on présentait comme une

«base de négociations» pour la conférence prévoyait une hausse des transferts pour la santé de un milliard cette année et de deux milliards l'année prochaine. On s'engageait aussi à négocier une formule d'indexation pour assurer une croissance prévisible de son financement.

Le reste des fonds annoncés était toutefois dédié à des réformes précises. D'abord, quatre milliards sur cinq ans pour réduire les listes d'attente dans cinq secteurs (soins contre le cancer, contre les maladies cardiaques, l'imagerie diagnostique, la chirurgie orthopédique et oculaire), le tout dans le cadre d'une «stratégie nationale de réduction des temps d'attente» avec rapports publics et cibles communes.

On promettait ensuite deux milliards sur cinq ans pour les soins à domicile. Les libéraux proposaient aussi d'améliorer l'accès aux soins de première ligne en formant, entre autres, plus de personnel et suggéraient l'adoption d'une «stratégie nationale» qui ciblerait les coûts catastrophiques de certains médicaments. Ces deux dernières promesses n'étaient toutefois pas chiffrées.

Les provinces, pour leur part, exigent depuis longtemps qu'Ottawa assure 25 % de la facture du système de santé public en plus d'adopter une formule d'indexation claire. Plusieurs, dont le Québec, s'opposent cependant à ce que le fédéral leur dicte les ré-

formes à faire ou encore pose des conditions en échange de son financement.

Au bureau du ministre québécois de la Santé, Philippe Couillard, on rappelle hier que les réformes étaient déjà en cours au Québec et que M. Martin ne pourrait pas par conséquent se présenter en sauveur en septembre. Québec exige par ailleurs de lier la discussion sur le financement de la santé à celle sur la péréquation, cette dernière ayant été réduite d'une somme équivalente à celle que M. Martin promet de transférer cette année et l'an prochain.

L'objectif initial du premier ministre Martin pour la conférence de septembre était donc fort ambitieux. Les premiers ministres provinciaux, qui se rencontreront à Toronto la semaine prochaine, ont d'ailleurs rapidement brouillé les cartes cet été en proposant, à l'exception du Québec, de céder à Ottawa la responsabilité de leurs systèmes d'assurance-médicaments. Ottawa a aussitôt rejeté l'idée, la jugeant trop onéreuse, mais les provinces ne l'ont pas abandonnée et comptent bien revenir à la charge en septembre. Les ministres provinciaux de la Santé étaient réunis à Toronto hier pour en discuter et les ministres des Finances doivent faire de même demain.

Le Devoir

TORONTO

Un preneur d'otage abattu en pleine heure de pointe

Toronto — Des centaines de personnes qui se rendaient au travail ont été témoins hier matin de la fin tragique d'un preneur d'otage, abattu par les policiers à l'extérieur de la gare Union en pleine heure de pointe à Toronto.

L'homme, qui tenait en otage une passante en la menaçant de son fusil, a été tué par un tireur d'élite de la police. Les caméras de télévision qui étaient sur place ont capté toute la séquence, notamment l'instant où le preneur d'otage a reçu la balle dans la tête.

«J'étais complètement sidérée. Je n'y croyais pas. On voit ça à la télévision. Ça n'arrive jamais dans la vraie vie», a dit Susan Cormier, qui travaille dans un bureau de courtiers en valeurs mobilières.

Lotage, une jeune femme dans la vingtaine, s'en est sortie indemne mais ébranlée. La gare, un important point de transit de Toronto habituellement très animé à 9h, est devenue anormalement silencieuse.

La prise d'otage, qui a forcé l'interruption du trafic dans un vaste secteur du centre-ville, a eu lieu au moment où les policiers tentaient de maîtriser un homme qui

venait de tirer plusieurs coups de feu vers son ex-femme alors qu'elle se rendait au travail au milieu de la foule matinale qui traverse le Centre TD, une des importantes tours de bureaux du quartier des affaires de Toronto.

Les coups de feu n'ont pas atteint la femme mais ont terrorisé des employés travaillant aux comptoirs de restauration rapide du centre, qui se sont précipités pour trouver un endroit où se mettre à l'abri. Sur le trottoir devant la gare Union, S. Anthony Brookes, un résident d'Ajax âgé de 45 ans, a empoigné une passante.

Des agents de police armés de l'escouade tactique ont cerné les lieux et, pendant 40 minutes, ont essayé de négocier avec Brookes, un homme costaud de plus de 1,80 m. Leurs tentatives sont restées vaines.

C'est alors que le tireur d'élite de la police a commencé à craindre que la situation ne s'envenime et que d'autres personnes ne soient blessées. Il n'a tiré qu'un seul coup de feu, atteignant le suspect sous le regard de centaines d'employés de bureau stupéfaits.

Presse canadienne



Des centaines de personnes qui se rendaient au travail ont été témoins hier matin de la fin tragique d'un preneur d'otage, abattu par les policiers à l'extérieur de la gare Union, dans le centre-ville de Toronto.

CARMEL

SUITE DE LA PAGE 1

Le carmel se déploie à l'intérieur d'un grand parc muré à l'ouest de la rue Saint-Denis, au nord de la rue Laurier, dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal. Érigé à la fin du XIX^e siècle, il n'est plus occupé que par quelques religieuses âgées qui s'isolent du monde pour prier.

Les tractations avec la Corporation des moniales carmélites déchaussées, propriétaire du domaine unique en son genre au Québec, ont commencé au début de l'année. Une fois assuré de la volonté des sœurs de vendre leur propriété, le promoteur a fait réaliser une évaluation du potentiel de développement sur l'ensemble conventuel et formulé son offre d'achat en conséquence.

Le Groupe Prével comme la congrégation refusent de dévoiler le montant de l'offre d'achat. La Ville évalue le terrain du carmel à 1,7 million et juge que les bâtiments, comprenant une chapelle, un parloir, un réfectoire et une habitation, valent un peu plus de 400 000 \$. Dans les faits, étant donné la très forte spéculation foncière dans le quartier et la qualité des installations, l'ensemble conventuel vaut beaucoup plus.

Jacques Vincent, cofondateur du Groupe Prével, se dit lié par une entente de confidentialité signée avec les religieuses. Il se déclare toutefois «très confiant» de pouvoir acquérir le complexe conventuel. «Nous avons présenté notre offre et nous allons de l'avant avec le processus de planification de la transfor-

mation du site, ajoute-t-il. Nous travaillons aussi sur la prochaine étape, celle des négociations avec la Ville.»

La mutation du lieu va nécessiter l'obtention d'un permis de l'arrondissement pour le changement de zonage. À la limite, il serait possible à des citoyens de demander la tenue d'un référendum sur la question. «Nous avons réalisé d'autres projets délicats, commente M. Vincent. Encore une fois, nous allons rencontrer les gens du milieu et bien expliquer nos plans.»

L'architecte et urbaniste Jean-Claude Marsan, professeur à l'Université de Montréal, ne s'offusque pas de cette vente et de l'éventuelle privatisation du carmel et de son jardin. «Il faut éviter les positions dogmatiques: la vente du monastère me semble acceptable, à certaines conditions, par exemple si l'on respecte le patrimoine architectural du lieu, dit-il. Les communautés religieuses se dépeuplent. Les gouvernements n'ont pas d'argent pour le patrimoine. Il faut donc être souple et s'attendre à du recyclage des bâtiments.»

Il rappelle que des centaines d'églises de la région métropolitaine pourraient être «converties» d'ici deux ou trois décennies. L'île de Montréal compte aussi une cinquantaine d'ensembles conventuels qui devront trouver une nouvelle vocation, comme l'immense complexe des sœurs grises de Montréal, qui deviendra propriété de l'université Concordia d'ici une décennie.

«Le carmel représente un lieu majeur du point de vue architectural à Montréal», juge pour sa part l'abbé Claude Turmel, vice-président de la Fondation du patrimoine religieux. «Il faut vraiment se croire très

riche du point de vue patrimonial pour se défaire d'un tel ensemble», ajoute-t-il sur un ton ironique.

Le professeur Marsan affirme que les religieuses ont demandé l'aide de Québec et de Montréal et vite compris qu'elles ne pourraient pas être aidées par les gouvernements. Québec a même éliminé sa subvention d'une dizaine de millions à la Fondation pour l'année 2004-05, alors que les besoins annuels oscillent autour de 50 millions par année. Il y a deux ans, un rapport de la même fondation jugeait «dans un piègeux état» la réfection du mur d'enceinte du carmel et l'évaluait à environ deux millions.

Les religieuses affirment aussi vouloir vendre leur propriété montréalaise pour s'installer ailleurs, dans un endroit plus calme. Les moines trapistes d'Okla ont annoncé une décision semblable il y a quelques mois. «Le dossier de la relocalisation pour la communauté des carmélites évolue bien», dit le relationniste François Morin, embauché pour «gérer» les communications de la congrégation.

Par contre, il ne peut ou ne veut préciser si les sœurs songent à s'installer. Il refuse également d'avouer que la transaction est complétée entre les deux parties. «La vente n'est pas encore conclue, dit-il. Il y a eu une offre de Prével. Cette offre est toujours sur la table. Mais je ne peux pas en dire plus à l'heure actuelle, ni sur les conditions ni sur la conclusion de cette transaction.»

Le Devoir

ÉTUDIANTS

SUITE DE LA PAGE 1

Au cabinet du MEQ, on a confirmé hier réfléchir à cette option, qui ouvrirait la porte à des droits fixés par les universités elles-mêmes, sans contrôle gouvernemental. «Cette réflexion a cours au cabinet et dans le réseau universitaire, c'est un dossier à l'étude mais il n'y a pas encore de position arrêtée», a expliqué hier Caroline Richard, attachée de presse du ministre Pierre Reid.

Cette information survient au moment où les étudiants grognent contre les politiques du MEQ, qui vient tout juste de rebrasser les cartes de l'aide financière, convertissant des bourses d'une centaine de millions en prêts. L'appel à une augmentation de l'endettement n'a pas plu aux étudiants, qui attendent du ministre qu'il renverse sa décision.

«Voilà une autre belle preuve que le ministère se frotte complètement de l'accessibilité des études», a expliqué hier Pier-André Bouchard, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, lorsqu'on l'a informé de cette intention. «Même quand ses comités-conseils prennent la peine de lui souligner les dangers d'une hausse, il va de l'avant.»

Dans un avis rendu public hier, en compensation depuis 2001, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière des études (CCAFE), qui est lié au Conseil supérieur de l'éducation rappelle que la structure

actuelle des droits imposés aux étudiants étrangers «paraît raisonnable» et n'a pas à être modifiée. Le CCAFE réclame en outre une politique claire entourant les droits liés à cette clientèle, qui serait composée au Québec de 15 000 à 20 000 étudiants, pour «maintenir, sinon accroître, l'intérêt des étudiants étrangers pour les établissements d'enseignement du Québec».

À propos de l'aide financière, le CCAFE situe ses recommandations dans le sens contraire des décisions récentes du MEQ, qui a réduit le montant accordé en bourses pour le convertir en prêts. Il recommande de maintenir le système d'aide financière tel qu'il est (le CCAFE a publié ses recommandations avant que le MEQ ne chamboule les prêts et bourses) et met en garde contre une conversion de bourses en prêts.

En Grande-Bretagne, où l'expérience a été tentée, des incidences néfastes sur la «fréquentation des études supérieures chez les jeunes de milieux moins favorisés» ont été démontrées. Une hausse soudaine des droits de scolarité est à éviter, ajoute également le comité.

«Les impératifs du gouvernement ne sont pas ceux du CCAFE», répond prudemment Roger Côté, président du comité, lorsqu'il interrogé sur les vœux contraires de l'organisme qu'il préside et du MEQ. «Nous avons un horizon beaucoup plus large.»

Même s'il refuse aujourd'hui de commenter ses échanges avec le MEQ, on sait que le président du CCAFE a écrit au ministre en avril dernier pour lui faire part du malaise de l'organisme face aux décisions ministérielles en matière d'aide financière. Selon ce que rapportait Le Soleil cet été, le comité «pouvait difficilement délayer la vision d'ensemble qui inspire les mesures annoncées ainsi que les objectifs à long terme qui sont visés».

La Commission de l'éducation, qui a présidé des consultations en février dernier sur l'avenir des universités, a entendu plusieurs établissements revendiquer une déréglementation de ces droits, dont McGill, dont le quart des étudiants proviennent de l'extérieur du Canada. Dans son rapport final, la commission pointe l'importance de mieux encadrer les étudiants étrangers, notamment «pour accroître leur venue en région» et pour «mieux les soutenir».

Outre un dégel des droits imposés aux étrangers, les priorités gouvernementales dirigées vers les universités comportent une nouvelle grille de financement de la fonction enseignement, une «refonte du financement des frais indirects de la recherche» et «d'autres projets d'étude» sur les chargés de cours et le statut de l'étudiant-chercheur. Ces priorités sont assorties d'un échéancier qui prend fin en avril 2005.

Le Devoir

LES SPORTS

ATHÈNES

Marion Jones se fait plutôt discrète

Athènes — Il y a quatre ans, elle était l'attraction de Sydney. Marion Jones n'avait qu'à sourire et parler de son objectif de cinq médailles d'or pour faire succomber ses admirateurs. Son visage était partout. Aujourd'hui, engagée dans une seule épreuve et soupçonnée de dopage, Jones fait profil bas à Athènes.

J' imagine que chaque athlète a sa période, analyse sa compatriote Lauryn Williams, médaillée d'argent sur 100 m. « Mais je ne me suis pas focalisée sur le fait qu'elle ne soit pas sous les feux de la rampe. Je me suis davantage appliquée à me mettre en lumière. »

Jones entamait hier ses deuxième Jeux olympiques dans le concours du saut en longueur. Les qualifications du relais 4 X 100 m débutent aujourd'hui et Jones pourrait intégrer l'équipe américaine, même si elle fait l'objet d'une enquête de l'Agence américaine antidopage (USADA).

Elle s'est entraînée avec les autres membres du relais au cours des dernières semaines. Williams a déclaré que Jones était une excellente équipière, capable de donner les bons conseils aux bons moments.

Même si elle ne s'est pas exprimée publiquement depuis sa cinquième place dans le 100 m des sélections américaines le mois dernier, son conseiller personnel, Rich Nichols, a apporté dans un communiqué des réponses aux questions de l'Associated Press.

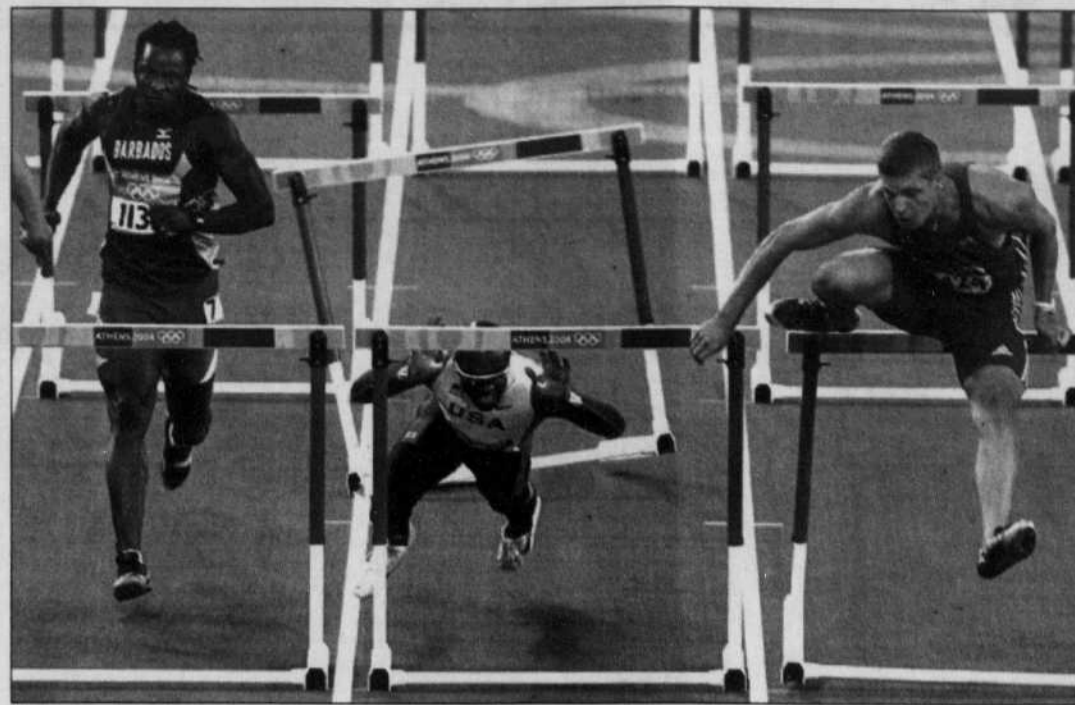
A Sydney, Jones avait remporté le 100 m, le 200 m et le relais 4 X 400 m en plus de décrocher le bronze au saut en longueur et dans le relais 4 X 400 m, devenant ainsi la spécialiste de l'athlétisme la plus médaillée au cours de mêmes Jeux.

Après les Jeux, Jones a remporté en 2001 les titres mondiaux du 200 m et en relais 4 X 100 m. En 2002, l'Américaine a ensuite accompli sa première saison sans défaite sur 100 m. Cette année-là, elle a annoncé qu'elle allait avoir un enfant avec son petit ami Tim Montgomery.

Mais l'affaire BALCO est arrivée. Les responsables fédéraux américains estiment que le laboratoire a fourni des stéroïdes à de nombreux athlètes. L'USADA enquêta sur les liens de Jones avec BALCO, mais elle n'est pas poursuivie.

Peut-être perturbée par cette affaire ou par les séquelles de sa grossesse, Jones a raté les sélections américaines. Elle ne s'est pas qualifiée sur 100 m et s'est retirée du 200 m à l'issue du premier tour. Résultat, elle a gagné sa place aux Jeux uniquement en saut en longueur.

Associated Press



Le quadruple champion du monde américain Allen Johnson a raté la qualification dans le 110 mètres haies.

La Grecque Fani Halkia remporte le 400 m haies Israël est enfin titré aux Jeux olympiques

Athènes — Poussée par les « Hellas, Hellas! » retentissants des spectateurs du stade olympique d'Athènes, la Grecque Fani Halkia a remporté le 400 mètres haies des Jeux, offrant ainsi au pays organisateur sa deuxième médaille d'or en athlétisme.

« Quand je suis entrée dans le stade aujourd'hui, je pouvais sentir dans mes os que j'allais gagner », a-t-elle commenté.

La journée a également été marquée par une médaille historique. Israël a en effet remporté la première médaille d'or olympique de son histoire avec la victoire en mistral (planche à voile) de Gal Fridman.

Au cours de ses 12 précédentes participations aux Jeux olympiques, Israël avait dû se contenter d'une médaille d'argent et de trois médailles de bronze.

Sur la piste du stade olympique, Halkia s'est portée en tête dans le virage précédant la dernière ligne droite et s'est imposée en 52 s 82.

« Je voulais montrer au monde que les Grecs sont nés pour conquérir des sommets », a-t-elle dit. La Roumaine Ionela Tirlea-Manolache a obtenu la médaille d'argent devant l'Ukrainienne Tetiana Tereshchuk-Antipova. Athanasia Tsoumeleka avait donné à la Grèce sa première médaille d'or en athlétisme lundi en remportant le 20 km marche.

Sur 200 mètres, la victoire est revenue à la Jamaïcaine Veronica Campbell, déjà médaillée de bronze sur 100 mètres. Elle a battu l'Américaine Felix Allyson et la Bahaméenne Debbie Ferguson.

L'Américaine Marion Jones, sous le coup d'une enquête pour dopage, a sauté 6,70 mètres à son deuxième essai, se qualifiant ainsi pour la finale du saut en longueur.

Le quadruple champion du monde américain Allen Johnson a heurté une haie avant de chuter pendant le deuxième tour des séries et ne s'est pas qualifié pour les demi-finales du 110 mètres haies. Son compatriote Justin Gatlin, champion olympique du 100 mètres, a réservé sa place en finale du 200 mètres, où il se mesurera à deux autres Américains,

Shawn Crawford et Bernard Williams, ainsi qu'à Francis Obikwelu et Asafa Powell.

Avant le début des séries, le public a scandé « Kenteris, Kenteris! » en hommage au sprinter grec Kostas Kenteris, champion olympique il y a quatre ans à Sydney mais qui a choisi de ne pas s'aligner à Athènes après avoir été soupçonné d'avoir manqué volontairement un contrôle antidopage.

A l'issue des épreuves de cyclisme sur piste, l'Australie a remporté ses 15^e et 16^e médailles d'or, égalant ainsi son record établi à Sydney il y a quatre ans. Les Australiens ont dominé les épreuves cyclistes à Athènes avec dix médailles, dont six en or.

Hier, Stuart O'Grady a obtenu sa première médaille d'or olympique, associé à Graeme Brown dans la course à l'américaine. Ryan Bayley a ensuite remporté le keirin au lendemain de son succès en vitesse.

L'Australie a aussi des liens avec la lauréate du triathlon, Kate Allen, née aux antipodes mais désormais autrichienne.

Au chapitre extrasportif, les dossiers médicaux de Kenteris et Katerina Thanou ont été saisis par la justice. Les deux athlètes avaient été hospitalisés à la suite de leur accident de moto survenu dans des circonstances mystérieuses le soir de leur disparition du village olympique. La justice grecque et le CIO veulent savoir s'ils n'ont pas mis en scène leur accident pour justifier leur absence au contrôle antidopage.

En triathlon, l'Autrichienne Kate Allen s'est imposée. Allen a réussi le meilleur temps de la dernière étape du triathlon, soit la course de dix kilomètres, pour s'envoler avec la victoire. Le triathlon comprend également la nage sur 1,5 kilomètre et 40 kilomètres à vélo. L'Australienne Loretta Harrop a enlevé la médaille d'argent et l'Américaine Sue Williams celle de bronze.

Trois Canadiennes prenaient part à l'épreuve. Samantha McGlone a pris le 27^e rang, Carol Montgomery, le 35^e, et Jill Savege, le 39^e.

Presse canadienne

SOCCER

L'Impact, champion de l'Association de l'Est

L'Impact de Montréal a récolté une victoire de 2-0 contre le FC Edmonton, hier, ce qui lui a permis de décrocher le championnat de la saison régulière de l'Association de l'Est de la A-League. C'est la deuxième année d'affilée et la cinquième fois de son histoire que le onze montréalais termine au sommet de son association.

Le match a été disputé devant 10 122 spectateurs au Complexe sportif Claude-Robillard, la deuxième plus imposante foule dans l'histoire de l'Impact.

Eduardo Sebrango a mené l'attaque montréalaise avec une performance d'un but et une mention d'aide. « C'est une bonne victoire, mais je suis un peu déçu de la deuxième demie », a déclaré l'entraîneur Nick DeSantis, qui a vu

son équipe dominer 14-6 au chapitre des tirs, mais seulement 5-2 en deuxième moitié de rencontre.

L'Impact, qui a par ailleurs prolongé sa série de matchs sans défaite à huit rencontres (7-0-1), a aussi signé un huitième blanchissage consécutif, ce qui améliore le record d'équipe.

Les joueurs montréalais affronteront les Rhinos à Rochester demain soir à Frontier Field avant de revenir au Complexe sportif Claude-Robillard pour faire face aux Kickers de Richmond, dimanche après-midi. Il s'agira du dernier affrontement avant le début des séries. Le premier match éliminatoire à domicile de l'Impact, contre un adversaire encore à déterminer, aura lieu dimanche le 5 septembre à 19h00.

Presse canadienne

EN BREF

Hockey: victoire canadienne

La formation canadienne est en train de se souder à moins d'une semaine de la Coupe du monde de hockey. Après une première période difficile, le Canada a marqué trois buts au deuxième vingt pour vaincre les États-Unis 3-1, hier soir, au Centre Corel, à Ottawa, dans le second match préparatoire entre les deux équipes. Lundi, les Américains l'avaient emporté 3-1 à Columbus. Vincent Lecavalier, drôlement inspiré, Joe Sakic, toujours aussi habile, et Brad Richards, bien servi par Mario Lemieux, ont réussi les buts du Canada. Chris Drury a inscrit le seul but des Américains. Le

Canada disputera son dernier match préparatoire samedi à Ottawa face à la Slovaquie. - PC

Les Expos gagnent 6-3

Brad Wilkerson a donné le ton en entreprenant le match avec son 24^e circuit de la saison. Puis Tony Batista et Juan Rivera ont poursuivi avec des circuits consécutifs en troisième et Brian Schneider a réglé définitivement le cas du vétéran Jose Lima et des Dodgers de Los Angeles avec un circuit de trois points en sixième et les Expos ont remporté une victoire de 6-3 au Stade olympique. - PC

BASEBALL

Table with baseball statistics for National and American Leagues, including team names, wins, losses, and runs scored.

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

MOTS CROISÉS section with crossword puzzle grid and clues for horizontal and vertical words.

Legal notices from the Province of Quebec, including court orders and company announcements.

Legal notices from the Province of Quebec, including court orders and company announcements.

Legal notices from the Province of Quebec, including court orders and company announcements.

Legal notices from the Province of Quebec, including court orders and company announcements.

Environmental Canada and weather forecast section for Montreal, including a map of Quebec and a list of cities.